



Comité de suivi des fonds européens
Consultation écrite du 12 novembre au 26 novembre 2024
Compte-rendu

**Programme régional FEDER/FSE
Bourgogne-Franche-Comté et Massif du Jura 2021-2027**

La présente consultation écrite vise :

- **Modification des modalités de mise en œuvre du programme :**

Priorité II « Développer une économie régionale tournée vers le numérique, au bénéfice des citoyens, des entreprises et des pouvoirs publics » (FEDER) :

=> Fermeture de la fiche action « e-mobilité »

=> Modifications de la fiche action « e-gouvernement »

Priorité III « Promouvoir un territoire régional vert, durable et préservant la biodiversité » - Objectif spécifique 2.7 (FEDER) :

=> Modifications de l'appel à projets « biodiversité »

Priorité IV « Développer l'offre de formation régionale » - Objectif spécifique 4.5 – Apprentissage (FSE +) :

=> Transformation de l'appel à projet « e-apprentissage » en fiche action

Les contributions sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Avis reçu	Contenu	Réponse de l'Autorité de gestion (AG)
Région académique	« L'avis de la Rectrice de région académique est favorable ».	
DRFIP de Bourgogne Franche-Comté	« La DRFIP de Bourgogne Franche-Comté n'a pas de remarque concernant les documents objets de la concertation ».	
Département du Doubs	« Pour le compte du Département du Doubs, aucune remarque sur l'ensemble des modifications apportées sur l'AAP et les fiches actions présentés au titre du FEDER FSE+ 2021 2027 ».	
Conservatoire botanique national de Franche-Comté	<p>FA e-gouvernement :</p> <p>« Pouvez-vous préciser si la masse salariale issue d'une convention de coopération public-public peut faire partie des dépenses éligibles. En effet, quand plusieurs établissements publics et/ou associations ayant le statut de pouvoir adjudicateur se mettent à disposition des compétences via une convention de coopération public-public nous ne sommes ni tout à fait dans le cadre d'une prestation de service (dépenses éligibles) ni tout à fait dans le cadre d'un travail en régie (dépenses de masse salariale non éligibles).</p> <p>Une inéligibilité des coûts dans le cadre d'une convention de coopération public/public constituerait un frein à la coopération et à la mutualisation entre plusieurs structures publiques (ou assimilées) ».</p>	<p>Les frais de personnel ne sont pas éligibles dans le cadre de la fiche action e-gouvernement et il n'a pas été envisager de les rendre éligibles, considérant qu'il n'est pas opportun d'accompagner les porteurs publics sur ces coûts mais plutôt en se concentrant sur le nouvel usage numérique et ses destinataires finaux.</p> <p>A noter qu'il existe une option de coûts simplifiés (OCS) « frais divers » (7% de l'assiette éligible) permettant d'accompagner les porteurs publics sur ses propres frais de structure.</p>

<p>Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse</p>	<p>AAP biodiversité :</p> <p>« Lors de la précédente consultation nous avions émis des souhaits en faveur d'une pondération des projets en fonction de critères, tels que définis pour les mesures 3 et 4 (...) ; en réponse, l'Autorité de gestion relevait que les propositions excédaient le périmètre du Comité de suivi et qu'elle souhaitait restreindre les critères techniques d'évaluation à des critères éliminatoires.</p> <p>A cette fin, nous proposons de rajouter un 5ème critère de notation et pondération qui nous paraît prioritaire pour les mesures 1 et 2 (trame bleue) :</p> <p>5- Cohérence du projet et concertation locale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet est cohérent avec le SDAGE en vigueur sur son territoire (5 points) - Le projet répond à des priorités locales découlant d'une démarche concertée (5 points) - Le projet est cohérent avec le SDAGE en vigueur sur son territoire et répond à des priorités locales découlant d'une démarche concertée (10 points) » 	<p>L'autorité de gestion (AG) a bien pris note des remarques de l'Agence de l'eau (AE) qui poursuivent un objectif de cohérence avec les politiques locales de l'eau.</p> <p>L'objet de la consultation du comité de suivi (CS) ne portait pas non plus sur la (re)composition des critères. Toutefois l'AG précise les raisons pour lesquelles elle n'a pas retenu dans son projet d'AàP Biodiversité la proposition de l'AE formulées lors de la précédente consultation du CS.</p> <p>Ajouter un 5ème critère n'est pas sans conséquence puisque cela impliquerait une refonte de la notation, plus particulièrement de la note à obtenir pour être éligible au FEDER. En effet, s'agissant d'un appel à projets, il convient d'appliquer des critères discriminants. L'ajout d'un critère nécessite de revoir la note minimale à atteindre. Une telle évolution devrait être validée par le CS.</p> <p>L'AG note par ailleurs que tous les projets dits « trame bleue » sont cofinancés par les AE. Ces critères sont donc supposés remplis.</p> <p>Enfin retenir ce 5e critère conduirait à un exercice très subtil de vérification de cette cohérence, spécialement au titre du sous-critère très évasif de réponse « à des priorités locales découlant d'une démarche concertée ».</p> <p>Aussi, dans l'intérêt des porteurs de projets, et alors même que les critères actuels n'ont jusqu'à présent posé aucun problème lors de l'analyse et permettent un classement clair, simple et robuste des opérations proposées par les divers candidats l'AG ne juge pas souhaitable, à ce stade, de proposer d'autres modifications substantielles qui impacteraient significativement le calendrier de lancement du prochain AàP.</p>
--	--	---

<p>Dijon métropole</p>	<p>FA e-mobilité :</p> <p>« Dijon métropole, et plus particulièrement son délégataire Kéolis, sont susceptibles, dans les mois à venir, d'avoir des projets de E-mobilité qui auraient pu bénéficier de ce cofinancement européen.</p> <p>Si cette fiche actions est supprimée, pourront-ils malgré cela, bénéficier de subventions du FEDER, pour la mise en œuvre de ces projets et, dans l'affirmative, sur la base de quelle priorité et de quel objectif spécifique ? »</p>	<p>L'objectif poursuivi par la mesure e-mobilité a été atteint avec la programmation d'un projet d'envergure régional. En considération des valeurs d'indicateurs attendues au titre du programme 2021-2027 FEDER/FSE+, ainsi que du conséquent vivier de projets à l'échelle de la Priorité 2- transition numérique, la fermeture de cette mesure est justifiée.</p> <p>Pour autant des opportunités subsistent avec notamment la mesure de e-gouvernance (ou e-administration).</p> <p>Le service FEDER de l'AG se tient naturellement à la disposition du partenaire Dijon Métropole pour approfondir les perspectives.</p>
<p>Dijon métropole</p>	<p>FA e-gouvernement :</p> <p>« La mention " projets d'infrastructures de données à dimension régionale Bourgogne-Franche-Comté" pourrait donner lieu à une interprétation trop restrictive qui, de fait, pourrait exclure de ce cofinancement européen des projets de la capitale régionale qui, pourtant, contribuent à la structuration d'un système de sécurisation de la donnée cohérent sur l'ensemble du territoire régional, ainsi qu'à l'objectif d'éviter les sur-sollicitations de projets isolés.</p> <p>Pour éviter cette situation qui lui serait préjudiciable, Dijon métropole propose la rédaction suivante : "projets d'infrastructures de données interoperables à la dimension régionale Bourgogne-Franche-Comté..." ».</p>	<p>L'effet restrictif relevé à juste titre par le membre du Comité de suivi, Dijon Métropole, correspond à l'objectif poursuivi par l'AG. En considération du vivier de projets d'une part et de la maquette financière encore disponible d'autre part, l'AG souhaite resserrer le soutien du FEDER sur les projets data plus stratégiques.</p> <p>S'il se révélait nécessaire d'assouplir cette restriction, le Comité de suivi serait de nouveau consulté en ce sens.</p>

Compte tenu de ces contributions et en application du règlement intérieur du comité de suivi, les propositions à l'ordre du jour sont approuvées. Les documents de mise en œuvre ainsi modifiés figurent en annexe du présent compte-rendu.

Fait à **Dijon**

le

28 FEV. 2025

Pour la Présidente
Et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
Pôle Stratégie



Olivier RITZ

Le Préfet de région



Paul MOURIER

